

Questions orales

communes et sans qu'on ait donné toutes les raisons de cette décision aux Canadiens. Le gouvernement n'a pas respecté le processus démocratique en nous mettant ainsi devant le fait accompli.

J'aimerais que le secrétaire d'État nous précise quel va être le rôle des troupes canadiennes. Quand ces troupes vont-elles partir? De qui relèveront-elles? Quel sera exactement leur rôle? Qui va en assumer les frais?

L'hon. Barbara McDougall (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, beaucoup de ces éléments d'information seront révélés au cours du débat ce soir.

Comme je l'ai dit à la députée, il incombe au gouvernement de prendre des décisions au moment opportun. Il était important de répondre immédiatement à la requête. Nous avons la responsabilité et la prérogative de le faire.

Dans l'annonce que nous en avons d'abord faite, nous avons dit que nous espérions tenir un débat au Parlement à ce sujet. Nous nous sommes donc montrés très disposés à fournir de l'information à cet égard dès le début.

Le commandement unifié a tenu des séances d'information à New York au cours de la fin de semaine, et tous ces éléments d'information sont en train d'émerger. Nous les ferons connaître aussi clairement que possible au cours du débat ce soir et avant la fin de la semaine.

L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon): Une question supplémentaire, monsieur le Président. Il est clair que le gouvernement ne se soucie pas du processus démocratique. La ministre a annoncé les intentions du gouvernement hors de la Chambre, au lieu de les annoncer à la Chambre.

Il incombe sûrement au gouvernement du Canada de faire appel à l'opinion éclairée des deux côtés de la Chambre sur une question aussi importante.

Comme nous l'avons lu dans les journaux—au lieu d'en entendre parler ici—, nous croyons savoir qu'il s'agira d'une mission à court terme en Somalie. Nous savons que la situation exige également une solution à long terme.

Quelles initiatives son gouvernement a-t-il prises pour assurer une solution à long terme une fois que la mission de secours militaire sera terminée, et quelles assurances les Somaliens et le monde ont-ils que la situation actuelle ne se perpétuera pas tout simplement?

L'hon. Barbara McDougall (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, quand j'ai annoncé notre décision vendredi dernier, j'ai bien précisé que nous participerions à la première phase, mais non aux opérations de maintien de la paix ultérieures.

Hier soir, au cours d'un entretien téléphonique, j'ai également mentionné à notre ambassadrice aux Nations Unies qu'il y aura forcément d'autres travaux à accomplir, à part les opérations de maintien de la paix. Il faudra notamment aider la Somalie à créer certaines institutions démocratiques et à bâtir une infrastructure pour que ce pays puisse procéder méthodiquement à son développement économique. Nous sommes très conscients de la situation.

J'ai demandé à notre ambassadrice d'informer le secrétaire général que nous collaborerons avec les Nations Unies pour élaborer certaines idées et propositions en ce qui concerne les initiatives qu'il faudra prendre par la suite.

* * *

• (1430)

LE CANADA ATLANTIQUE

M. Brian Tobin (Humber—Sainte-Barbe—Baie Verte): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances.

En 1984, le premier ministre du Canada a promis d'apporter la prospérité à la région atlantique. Voilà maintenant huit ans qu'il a fait cette promesse et ce n'est pas la prospérité, mais bien le chômage qu'il a apporté aux habitants du Canada atlantique.

La semaine dernière, en présentant son exposé budgétaire, le ministre des Finances a aggravé la situation en annonçant la réduction des subventions aux tarifs-marchandises de l'Atlantique, des subventions au transport interrégional au Canada atlantique et de certaines subventions au transport est-ouest.

Le ministre des Finances peut-il nous dire comment son gouvernement entend s'y prendre pour apporter la prospérité ou favoriser le moins la prospérité ou même pousser le Canada atlantique vers la prospérité, s'il continue d'isoler cette région du reste du Canada?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, comme le sait le député et comme l'ont expliqué bon nombre de mes collègues de ce côté-ci de la Chambre, le déficit a subi des pressions à la hausse en raison d'une baisse très importante des recettes. Nous avons été obligés de demander à tout le monde de se serrer la ceinture pour pouvoir mieux maîtriser le déficit et le limiter le plus possible.

Nous avons pris de nombreuses mesures, non seulement pour réduire les dépenses, mais aussi pour investir dans la croissance, les emplois, les ressources humaines et l'activité économique, ce qui nous permettra de créer des emplois et d'assurer la croissance de notre pays. Nous